



CHAPITRE 102

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

CHAPTER 102

An Act respecting the Montreal Catholic School Commission

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préambule.

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté que, par suite de l'accroissement de la population dans le territoire soumis à sa juridiction, et pour la bonne administration de ses affaires, il est nécessaire:

d'assurer la continuité de ses revenus en lui permettant de prélever pour un terme additionnel l'impôt de 1% autorisé par le chapitre 75 de la loi 13 George VI;

de pourvoir à la continuité de direction dans son administration par la modification du terme d'office de ses membres;

de faire bénéficier des avantages accordés par la loi aux instituteurs, ses employés munis d'un brevet de capacité au sens de la Loi de l'instruction publique qui, après avoir fait de l'enseignement dans ses écoles, ont été assignés à une autre fonction;

de lui accorder le bénéfice de la loi concernant la preuve photographique de certains documents;

de payer une pension viagère à madame Blanche Boisvert, veuve de J.-Albert Bernier;

Attendu que, pour les fins ci-dessus, il est nécessaire d'accorder à la com-

WHEREAS the Montreal Catholic School Commission has, by its petition, represented that, as a result of the increase of the population within the territory under its jurisdiction, and for the good administration of its affairs, it is necessary:

to secure the continuity of its revenues by authorizing it to levy for an additional term the tax of 1% authorized by the act 13 George VI, chapter 75;

to provide for continuity of control in its administration by changing the term of office of its members;

to enable its employees who hold certificates of qualification within the meaning of the Education Act and who, after having taught in its schools, have been assigned to other duties, to benefit by the advantages granted by law to teachers;

to extend to it the benefit of the Act respecting the photographic proof of certain documents;

to pay a life annuity to Dame Blanche Boisvert, widow of J. Albert Bernier;

Whereas, for the above purposes, it is necessary to give the Commission more

Preamble.

mission de plus amples pouvoirs et de modifier certaines lois qui la régissent ou auxquelles elle est assujettie;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

extensive powers and to amend certain acts which govern it or to which it is subject;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Pouvoirs
continus.

1. La commission des écoles catholiques de Montréal peut exercer à nouveau aux mêmes fins, en la même manière et avec le même effet les pouvoirs d'imposition à elle octroyés par l'article 3 du chapitre 75 de la loi 13 George VI, sauf que le laps de temps qui sera déterminé ne devra pas excéder cinq ans.

1. The Montreal Catholic School Commission may again exercise for the same purposes in the same manner and with the same effect the taxing powers granted to it by section 3 of the act 13 George VI, chapter 75 save that the period of time to be determined shall not exceed five years.

Verse-
ments.

2. A compter du premier mai 1952, les sommes que la cité de Montréal est tenue de verser à la Commission des écoles catholiques de Montréal, en vertu des lois existantes, pour le soutien des écoles dans ladite cité, seront payées, nonobstant toute loi inconciliable, en deux versements, l'un de soixante pour cent le 2 novembre, l'autre de quarante pour cent le 1er février, de chaque année fiscale.

2. From the first of May, 1952, the sums the city of Montreal is bound to pay to the Montreal Catholic School Commission, under the existing laws, for the support of schools in the said city, shall be paid, notwithstanding any inconsistent law, in two instalments, one of sixty per cent on the 2nd of November, the other of forty per cent on the 1st of February, of every fiscal year.

1937,
c. 65, a. 5,
remp.

3. L'article 5 du chapitre 65 de la loi 1 George VI, modifié par l'article 3 du chapitre 79 de la loi 4 George VI, et rétabli par l'article 4 du chapitre 74 de la loi 5 George VI est remplacé par le suivant:

3. Section 5 of the act 1 George VI, chapter 65, amended by section 3 of the act 4 George VI, chapter 79, and reinstated by section 4 of the act 5 George VI, chapter 74, is replaced by the following:

Durée
d'office.

"5. A compter du premier juillet 1953, les membres de la Commission des écoles catholiques de Montréal, seront nommés pour un terme de quatre ans.

"5. As from the first of July, 1953, the members of the Montreal Catholic School Commission, shall be appointed for a term of four years.

Idem.

Les membres du Conseil pédagogique sont nommés pour deux ans.

The members of the Pedagogical Council shall be appointed for two years.

Idem.

Toute nomination comme membre de la Commission ou du Conseil pédagogique doit être faite dans les quinze jours de la vacance."

Every appointment as a member of the Commission or of the Pedagogic Council shall be made within fifteen days of the vacancy."

1950,
c. 80, a. 4,
remp.

4. L'article 4 du chapitre 80 de la loi 14 George VI est remplacé par le suivant:

4. Section 4 of the act 14 George VI, chapter 80, is replaced by the following:

Instituteur démissionnaire.

“4. La commission est autorisée à adopter des règlements aux termes desquels elle pourra payer, à même ses revenus annuels, à un instituteur démissionnaire avant la limite d'âge imposée par ses règlements et ayant été pendant au moins dix ans de service actif à l'emploi de la commission comme instituteur, une somme totale ne devant pas excéder son traitement pour une année scolaire ni, dans aucun cas, le traitement annuel maximum d'un principal d'école.”

1950,
c. 80, a. 5,
remp.

5. L'article 5 du chapitre 80 de la loi 14 George VI est remplacé par le suivant :

Instituteur démissionnaire.

“5. Avec l'approbation préalable du surintendant de l'instruction publique, la commission est également autorisée à adopter des règlements aux termes desquels elle pourra payer, à même ses revenus annuels, à un instituteur démissionnaire pour raison de santé uniquement, ayant été à son service comme tel pendant au moins vingt ans, des annuités pendant une période d'au plus dix ans, d'une valeur ne devant pas excéder la moitié du traitement annuel que l'instituteur concerné touchait au moment de sa démission. Ces annuités ne pourront être calculées, dans aucun cas, sur un traitement excédant le traitement annuel maximum d'un principal d'école.”

1950,
c. 80,
a. 5a, aj.

6. Le chapitre 80 de la loi 14 George VI est modifié en ajoutant après l'article 5, l'article suivant :

“instituteur”.

“5a. Le mot “instituteur” dans les articles 4 et 5 inclut tout employé de la commission, muni d'un brevet de capacité au sens de la Loi de l'instruction publique, et contribuant au fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire, qui, après avoir fait de l'enseignement dans les écoles de la commission, a été par elle assigné à une autre fonction pédagogique”.

“4. The Commission is authorized to make by-laws whereby it may pay, out of its annual revenues, to a teacher who resigns before the age limit established by its by-laws and has had at least ten years of active service in the employ of the Commission as teacher, a total sum not exceeding his salary for a school year nor, in any case, the maximum annual salary of a school principal.”

Teacher resigning.

5. Section 5 of the act 14 George VI, 1950, chapter 80 is replaced by the following: c. 80, s. 5, replaced.

“5. With the previous approval of the Superintendent of Education, the Commission is also authorized to adopt by-laws under the terms of which it may pay, out of its annual revenues, to a teacher resigning for reasons of health only, having been in its service as such during at least twenty years, annuities during a period of not more than ten years, of a value not to exceed half of the annual salary the teacher concerned was receiving at the time of his resignation. Such annuities shall in no case be computed on a salary exceeding the maximum annual salary of a school principal.”

Teacher resigning.

6. The act 14 George VI, chapter 80, is amended by adding, after section 5, the following section:

1950,
c. 80,
s. 5a,
added.

“5a. The word “teacher” in sections 4 and 5 includes any employee of the Commission, holding a certificate of qualification within the meaning of the Education Act, and contributing to the pension fund for officers of primary education, who, having taught in the schools of the Commission, has been assigned by it to other pedagogical duties.”

“teacher”.

Disposition applicable.

7. Le chapitre 44 de la loi 12 George VI, modifié par le chapitre 43 de la loi 14-15 George VI, "Loi concernant la preuve photographique de certains documents" s'applique *mutatis mutandis* à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Pension autorisée.

8. La commission paiera, même ses revenus annuels, à madame Blanche Boisvert, veuve de J. Albert Bernier, en son vivant, architecte de la dite commission, une pension viagère, durant viduité, de \$75.00 par mois, à compter du premier janvier 1952, en plus de la pension à laquelle madame Blanche Boisvert a droit en vertu du règlement 45 de la commission.

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Provision to apply.

7. The act 12 George VI, chapter 44, amended by the act 14-15 George VI, chapter 43, "An Act respecting the photographic proof of certain documents", shall apply *mutatis mutandis* to the Montreal Catholic School Commission.

Pension authorized.

8. The Commission shall pay, out of its annual revenues, to Dame Blanche Boisvert, widow of J. Albert Bernier, in his lifetime, architect of the said Commission, a life annuity, during widowhood, of \$75.00 per month, as from the first of January, 1952, in addition to the pension to which Dame Blanche Boisvert is entitled under by-law 45 of the Commission.

Coming into force.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.